

IsraÃ«l prÃ©pare la plus grande opÃ©ration de Â« nettoyage archÃ©ologique Â» jamais rÃ©alisÃ©e en Cisjordanie

Description

En subordonnant la valeur scientifique Ã lâ??expansion coloniale, les archÃ©ologues israÃ©liens nâ??opposent aucune rÃ©sistance alors que lâ??Ã?tat israÃ©lien sâ??apprÃªte Ã exproprier des pans entiers de Sebastia.

Par Alon ARAD le 11 dÃ©cembre 2025



Sebastiya, Cisjordanie, 24 avril 2019 Photographe : Anne Paq

En partenariat avec LOCAL CALL

Alors que les habitant.es de Sebastia, un village palestinien situÃ© au nord de Naplouse, en Cisjordanie occupÃ©e, se rÃ©unissaient en urgence pour discuter dâ??un nouveau plan israÃ©lien visant Ã sâ??emparer de vastes parties de leur village sous le prÃ©texte de Â« dÃ©velopper Â» son site archÃ©ologique, des archÃ©ologues israÃ©liens se retrouvaient Ã Boston Ã lâ??occasion de la 125áµ? confÃ©rence annuelle de lâ??*American Society of Overseas Research* (ASOR).

Anciennement connue sous le nom de *American School of Oriental Research*, ASOR a modifiÃ© en 2021 la signification de la lettre Â« O Â» dans son nom, changement censÃ© indiquer une prise de distance vis-Ã -vis de lâ??hÃ©ritage colonial de lâ??archÃ©ologie, et une nouvelle orientation dans le travail de recherche, fondÃ© sur des partenariats Ã©galitaires avec les populations locales. Pour les archÃ©ologues israÃ©lien.nes, cependant, ce changement semble largement cosmÃ©tique : tandis quâ??ils et elles assistaient Ã cette confÃ©rence prestigieuse â?? leur principal espace pour tisser des liens avec la communautÃ© universitaire Ã lâ??international -, leur gouvernement utilisait de nouveau lâ??archÃ©ologie comme outil de domination coloniale sur les Palestiniennes et Palestiniens.

Le 19 novembre, lâ??Administration civile israÃ©lienne a annoncÃ© le projet dâ??exproprier les propriÃ©taires de 550 parcelles privÃ©es de Sebastia â?? soit environ 1 800 dunams (450 acres) de terres qui reprÃ©sentent Ã la fois des moyens de subsistance, le patrimoine culturel et lâ??identitÃ© du village depuis des siÃ¨cles. Les habitant.es affirment que le projet dÃ©vastera lâ??agriculture

locale, notamment en dÃ©truisant quelque 3 000 oliviers, dont certains sont Ã¢gÃ©s de plusieurs centaines dâ??annÃ©es.

Sebastia est, indÃ©niablement, un site archÃ©ologique Ã strates multiples dâ??une valeur exceptionnelle. Ancienne ville de Samarie Ã lâ??Ã¢ge de Fer et capitale du royaume dâ??IsraÃ«l, elle renferme les vestiges du palais du roi Achab, mis au jour dans les annÃ©es 1930. Au Ier siÃ¨cle avant notre Ã¨re, HÃ©rode, roi du royaume de JudÃ©e, a reconstruit la ville, y laissant notamment un temple dÃ©diÃ© Ã son ami, lâ??empereur romain Auguste, Ã proximitÃ© des ruines plus anciennes. Un thÃ©Ã¢tre romain remarquablement bien conservÃ©, une Ã©glise byzantine et dâ??autres antiquitÃ©s ont Ã©galement Ã©tÃ© dÃ©couverts dans la rÃ©gion.

Lâ??importance archÃ©ologique de Sebastia ne fait toutefois quâ??accentuer la contradiction politique suivante : si le site mÃ©rite une Ã©tude attentive, le fossÃ© entre les engagements Ã©thiques revendiquÃ©s par les archÃ©ologues israÃ©liens et la violence dâ??Ã?tat exercÃ©e au nom de lâ??archÃ©ologie pour justifier des mesures allant vers lâ??annexion de la Cisjordanie nâ??a jamais Ã©tÃ© aussi profond.

La prise de contrÃ´le de Sebastia par IsraÃ«l, la plus vaste expropriation de terres jamais rÃ©alisÃ©e Ã des fins archÃ©ologiques, a commencÃ© en mai 2023, lorsque le gouvernement a allouÃ© 32 millions de shekels (NIS) Ã la Â« restauration et au dÃ©veloppement Â» du site. La campagne sâ??est intensifiÃ©e en juillet 2024, lorsque lâ??armÃ©e a saisi le sommet de Tel Sebastia (le point culminant du village, qui abrite les vestiges archÃ©ologiques les plus importants), invoquant de vagues Â« prÃ©occupations sÃ©curitaires Â». Peu aprÃ¨s, le gouvernement a laissÃ© entendre quâ??il comptait sâ??emparer dâ??une partie plus Ã©tendue encore du village.

Les habitantes et habitants palestinien.nes, conjointement avec Emek Shaveh, lâ??organisation que je dirige, ont dÃ©posÃ© une objection formelle auprÃ¨s de lâ??Administration civile, au nom du droit international qui interdit lâ??utilisation des biens culturels Ã des fins militaires. Ce recours a finalement Ã©tÃ© rejetÃ©.

Le ministre du Patrimoine, AmichaÃ¯ Eliyahu, a exprimÃ© en ligne sa satisfaction concernant lâ??expropriation. Â« Nous ne remettrons plus notre hÃ©ritage Ã des meurtriers Â», a-t-il Ã©crit le mois dernier sur X. Eliyahu, fervent partisan de lâ??annexion de la Cisjordanie et de la rÃ©installation juive Ã Gaza, a ajoutÃ© : Â« Il sâ??agit de notre patrie historique ; nous ne quitterons jamais cet endroit. Â»

Bien que la zone actuellement visÃ©e par les fouilles se situe techniquement en zone C (sous contrÃ´le israÃ©lien total) et que la majeure partie du village bÃ¢ti de Sebastia relÃ¨ve de la zone B (sous administration civile palestinienne et contrÃ´le sÃ©curitaire israÃ©lien), dans la pratique, ces deux zones forment un paysage unique et continu. Les antiquitÃ©s appartenant au village sont historiquement et culturellement indissociables de celles situÃ©es en zone C.

Le nouveau plan dâ??expropriation menace de rompre entiÃ¨rement ce lien. Il prÃ©voit de faire dÃ©vier le trajet des visiteurs israÃ©liens par une route que les colons entendent construire afin de contourner complÃ¨tement le village palestinien, et comprend la construction dâ??un centre dâ??accueil, la mise en clÃ´ture de la zone archÃ©ologique ainsi que lâ??instauration de droits dâ??entrÃ©e. Si elles Ã©taient mises en Å?uvre, ces mesures isoleraient de fait les habitant.es de Sebastia de leurs terres et de leur patrimoine.

Lâ??archÃ©ologie au service de lâ??annexion

Le recours israÃ©lien Ã lâ??archÃ©ologie pour faciliter la prise de contrÃ´le de terres palestiniennes, une pratique que lâ??on peut Ã juste titre qualifier de â??nettoyage archÃ©ologiqueâ?•, est bien antÃ©rieur au cas de Sebastia. Depuis des dÃ©cennies, lâ??Ã?tat dÃ©ploie cette stratÃ©gie aussi bien Ã lâ??intÃ©rieur des frontiÃ¨res de 1948 quâ??Ã travers la Cisjordanie : dans le parc de la CitÃ© de David Ã JÃ©rusalem-Est, dans le village de Susya, dans les collines du sud dâ??HÃ©bron, dans le parc national de Nabi Samwil, Ã Shiloh, et sur de nombreux autres sites.

Une grande partie de la communautÃ© archÃ©ologique israÃ©lienne a abandonnÃ© les principes professionnels fondamentaux ainsi que les normes Ã©thiques Ã©rigÃ©es par le droit international protÃ©geant le patrimoine culturel. De nombreuses et nombreux archÃ©ologues collaborent ouvertement avec les dirigeants des colonies et les autoritÃ©s israÃ©liennes, offrant Ã la fois une couverture idÃ©ologique et une infrastructure matÃ©rielle Ã lâ??expansion des colonies. Lâ??annÃ©e derniÃ¨re encore, plusieurs archÃ©ologues locaux ont participÃ© Ã une confÃ©rence Ã JÃ©rusalem organisÃ©e par le ministre du Patrimoine Eliyahu, certain.es acceptant mÃªme des hÃ©bergements financÃ©s par le gouvernement.

La communautÃ© archÃ©ologique israÃ©lienne refuse obstinÃ©ment lâ??introspection sur les implications Ã©thiques de son travail. Pendant des annÃ©es, ses chercheur.es ont ignorÃ© les dÃ©bats fondamentaux concernant les lieux oÃ¹ les fouilles pouvaient Ãªtre menÃ©es de maniÃ¨re lÃ©gitime et les conditions dans lesquelles elles devraient lâ??Ãªtre, malgrÃ© des avertissements Ã rÃ©pÃ©tition, des rapports de politiques publiques et des rÃ©solutions Ã©manant de grandes instances internationales â?? notamment lâ??UNESCO, la Commission dâ??enquÃªte indÃ©pendante des Nations unies et la Cour internationale de Justice â?? appelant IsraÃ«l Ã mettre un terme aux activitÃ©s archÃ©ologiques dans les territoires occupÃ©s.

Dans ce contexte, lâ??archÃ©ologie Ã JÃ©rusalem-Est et en Cisjordanie a depuis longtemps perdu toute valeur scientifique objective. Lâ??engagement de la discipline Ã Ã©tudier le passÃ© afin dâ??approfondir la comprÃ©hension des sociÃ©tÃ©s humaines a Ã©tÃ© subordonnÃ© Ã un projet politique de suprÃ©matie juive, utilisant lâ??archÃ©ologie comme un outil de contrÃ´le territorial. Au lieu de prÃ©server lâ??intÃ©gritÃ© de leur discipline, de nombreux archÃ©ologues israÃ©lien.nes sont devenus de facto une extension de lâ??appareil politique de lâ??Ã?tat.

Ã? lâ??approche de la confÃ©rence de lâ??ASOR, au vu de ces pratiques, certain.es participant.es internationaux ont appelÃ© Ã restreindre la participation des archÃ©ologues israÃ©lien.nes. Des dÃ©bats similaires ont Ã©mergÃ© en Europe, notamment au sein de lâ??Association europÃ©enne des archÃ©ologues (EAA), dont certain.es membres ont proposÃ© de conditionner la participation de chercheur.es israÃ©lien.nes au fait de renoncer Ã leurs affiliations institutionnelles.

PlutÃ´t que de rÃ©pondre Ã ces critiques de fond, de nombreux archÃ©ologues israÃ©lien.nes se replient sur lâ??accusation dâ??antisÃ©mitisme et se prÃ©sentent comme dâ??Ã©ternelles victimes. Cette posture empÃªche toute discussion sÃ©rieuse sur les enjeux Ã©thiques qui sont fondamentaux : la lÃ©gitimitÃ© de fouilles menÃ©es en territoire occupÃ© contre la volontÃ© des communautÃ©s locales et en violation du droit international ; la collaboration avec des organisations de colons ; et les conditions dans lesquelles une recherche Ã©thique en IsraÃ«l pourrait encore Ãªtre possible.

Tout en participant Ã lâ??appropriation de Sebastia, les archÃ©ologues israÃ©lien.nes prÃ©sentent leurs travaux Ã Boston, suscitant ainsi chez leurs collÃ¨gues internationaux une prise de distance croissante. En mÃ©prisant les normes internationales et en sâ??alignant sur des acteurs qui instrumentalisent lâ??archÃ©ologie au service du dÃ©placement et de la dÃ©possession, ils et elles sapent leur propre crÃ©dibilitÃ© scientifique.

La Cisjordanie compte plus de 6000 sites archÃ©ologiques recensÃ©s. Ailleurs, une telle richesse serait considÃ©rÃ©e comme un trÃ©sor culturel. Mais pour les Palestiniennes et Palestiniens, elle est devenue une malÃ©diction : chaque site, dont la majoritÃ© nâ??a aucun lien avec lâ??histoire juive de la rÃ©gion, est traitÃ© comme un outil potentiel dâ??affirmation de la domination territoriale. Des sites porteurs de siÃ¨cles dâ??histoire palestinienne sont dÃ©truits soit par nÃ©gligence systÃ©matique, soit par leur appropriation, puis intÃ©grÃ©s Ã un projet idÃ©ologique qui menace lâ??existence future des Palestinien.nes.

Lâ??archÃ©ologie est devenue un mÃ©canisme dâ??oppression supplÃ©mentaire, au mÃªme titre que la violence des colons et de lâ??armÃ©e, les restrictions de mouvement et les spoliations quotidiennes. Et tandis que les communautÃ©s palestiniennes rÃ©sistent avec les maigres moyens dont elles disposent, les archÃ©ologues israÃ©lien.nes continuent de lÃ©gitimer et de promouvoir ces forces.

Si les archÃ©ologues israÃ©lien.nes souhaitent conserver leur lÃ©gitimitÃ© acadÃ©mique â?? et, plus important encore, cesser de participer Ã un projet colonialiste immoral â??, ils doivent tenir compte des avertissements de leurs pairs Ã lâ??international et rejeter lâ??exploitation cynique de leur profession par lâ??Ã?tat.

Traduction: C.B pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine

Source: +972

Alon Arad est un archÃ©ologue et le directeur exÃ©cutif dâ??Emek Shaveh, une ONG israÃ©lienne qui Å?uvre pour la dÃ©fense des droits liÃ©s au patrimoine culturel et pour la protection des sites antiques en tant que biens publics appartenant aux membres de toutes les communautÃ©s, confessions et peuples.

date crÃ©Ã©e
2025/12/16